

Canadiens n'auraient pu construire la 8^e économie au monde avec seulement la 31^e population en importance. Pourtant, c'est ce que nous avons fait.

À titre de membre fondateur de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Canada, depuis Punta del Este, a mené à bien les négociations de l'Uruguay Round, notre principale priorité en matière de politique commerciale. De plus, il existe un consensus national à cet égard, un consensus qui unit toutes les régions du pays, qui va au-delà des politiques partisans et qui survivra aux courses à la direction de partis et aux élections générales.

Vous tous, ici, comprenez l'enjeu de l'Uruguay Round. Vous savez que l'économie mondiale ne fait que se remettre d'une rude récession qui sévit encore dans de nombreux pays. Vous savez aussi que l'économie a besoin d'un stimulant, d'une nouvelle orientation pour sortir de sa stagnation actuelle. Selon l'OCDE, la mise en oeuvre des propositions de son directeur général, M. Arthur Dunkel, signifierait une injection de 200 à 300 milliards de dollars dans l'économie mondiale d'ici la fin de la présente décennie. Un dénouement favorable des négociations du GATT transmettrait un message de confiance et proclamerait notre détermination à faire profiter tous les pays du monde de la libéralisation des échanges commerciaux.

Il y a 10 jours, à Toronto, j'étais l'hôte d'une réunion informelle de mes collègues, M. Michael Kantor des États-Unis, sir Leon Brittan de la Communauté européenne et M. Yoshiro Mori du Japon. Nous avons passé une journée fort intéressante à discuter des négociations relatives à l'accès aux marchés dans le cadre de l'Uruguay Round portant sur les biens et les services. Le but de notre rencontre était de chercher à jeter les bases pour la reprise, le plus tôt possible, des négociations multilatérales de Genève.

Nous prévoyons nous rencontrer à nouveau à au moins deux reprises d'ici le Sommet du G-7 devant se tenir à Tokyo. La première de ces rencontres aura lieu à Paris, le 2 juin, à l'occasion de la réunion annuelle des ministres des pays membres de l'OCDE. On prévoit que la deuxième rencontre se tiendra le, ou vers le, 24 juin, au Japon.

Nous espérons que ce processus mènera à une ouverture importante, entre nous, sur la question de l'accès au marché, et ce avant la tenue du Sommet. Cette ouverture permettrait à tous les autres partenaires commerciaux de s'engager à fond dans la reprise des négociations de Genève pour régler toutes les questions qui demeurent en suspens.